



RES-e Regions / WP3

Activité 1: Analyse de la situation de l'e-SER dans les municipalités

Introduction: spécificités de la situation française

La France comporte un très grand nombre de très petites municipalités. En raison de cet éparpillement la plupart des municipalités délèguent leur mission d'autorité concédante (concernant la distribution d'électricité) aux syndicats d'électricité ou syndicats d'énergie. C'est pourquoi ces syndicats ont été choisis comme premiers interlocuteurs pour les interviews.

En raison des résultats de l'état des lieux établi dans le WP1, l'enquête en région Rhône-Alpes a été restreinte aux 3 principales technologies susceptibles d'être développées dans le futur : éoliennes, photovoltaïque et petite hydroélectricité.

OPINION

Opinion générale des représentants locaux

La plupart des personnes interviewées sont favorables à l'électricité d'origine renouvelable (e-SER) et sont conscientes de la directive. Elles sont toutes d'accord avec le fait que la part d'e-SER dans la consommation devrait augmenter, bien qu'une personne doute fortement de la possibilité d'accroître cette proportion.

Certaines personnes affirment même que l'e-SER est essentielle et que l'augmentation de la part d'e-SER est une urgence.

On peut néanmoins distinguer plusieurs niveaux d'opinion positive :

- les personnes enthousiastes sont favorables à ces technologies d'un point de vue général ou même d'autres types de centrales e-SER
- les personnes prudentes avertissent que tout ne doit pas être fait et qu'il faut faire attention à certains points ; par exemple une centrale e-SER devrait être adaptée au territoire

Une petite différence a été trouvée entre les municipalités elles-mêmes et leurs syndicats d'énergie. Environ la moitié des syndicats d'énergie émet des réserves sur la faisabilité technico-économique des solutions d'e-SER, tandis que les municipalités expriment leur soutien sans ajouter de commentaire.

Opinion selon la technologie de production

Généralement, quand les gens sont interrogés sur des technologies particulières d'e-SER, ils sont souvent plus réservés ou même beaucoup moins enthousiastes. En particulier, certains syndicats d'énergie ont déjà eu des expériences avec l'e-SER pour des sites isolés et ont en partie construit leur opinion sur leur propre retour d'expérience.

Une petite minorité de municipalités interviewées sont favorables à toutes sortes de centrales d'e-SER et ne veulent pas favoriser une technologie en particulier. Les autres municipalités ont au contraire une opinion spécifique sur chaque type de technologie.

Energie éolienne :

Les réponses sont cohérentes avec le sondage réalisé par Louis Harris en avril. Une seule interviewée pense que les éoliennes défigurent le paysage. Les autres personnes sont favorables aux éoliennes sous conditions :

- l'impact paysager devrait être pris en considération, spécialement dans les zones de haute montagne ; les éoliennes doivent être intégrées harmonieusement au paysage
- il est nécessaire de rencontrer et consulter la population et les autorités locales très tôt, dès le démarrage du projet et avant le démarrage de la procédure de permis de construire

Photovoltaïque:

Plusieurs syndicats d'énergie considèrent que le PV est une faible source de puissance et est seulement adapté aux sites isolés. La moitié des syndicats d'énergie considèrent que le trop long temps de retour sur énergie des modules PV n'est pas en faveur du bilan environnemental du PV. Deux personnes ont aussi mentionné le problème du recyclage des modules et des batteries des systèmes autonomes. D'un autre côté, des personnes interviewées argumentent que les centrales PV jouent un rôle démonstratif et éducatif, et montrent l'implication des municipalités et syndicats d'énergie dans l'e-SER.

Les municipalités semblent un peu plus ouvertes au PV connecté réseau et connaissent la possibilité d'intégration aux bâtiments. Le maire d'une petite commune pense que le PV est adapté aux toits de bâtiments industriels, parce qu'il connaît un tel cas dans sa région.

Beaucoup de personnes attendent un retour d'expérience sur cette technologie et n'ont pas encore fixé leur opinion.

Il semble que les interviewés ont quelques difficultés à imaginer d'autres applications pour le PV que celles qu'ils connaissent déjà ou ont entendu parler. C'est une attitude courante chez les syndicats d'énergie. Pour eux, le PV est étroitement associé aux sites isolés. Donc il y a un besoin élevé d'échange d'information et de dissémination de l'expérience des centrales PV connectées réseau intégrées au bâtiment. Certaines images mentales pourraient évoluer de façon qu'elles entrent en phase avec la réalité.

Petite hydro-électricité :

Une large majorité de syndicats d'énergie sont très ouverts à la petite hydro-électricité et plusieurs d'entre eux ont même des projets. Ils pensent que du potentiel est disponible, par exemple sur des sites d'anciens moulins.

Deux élus locaux ne pouvaient répondre parce qu'ils ne connaissent pas cette technologie. Les autres personnes y sont ouvertes.

Certaines personnes ont spontanément élargi la discussion et exprimé leur opinion sur les plus grands potentiels de SER peuvent être exploités dans le domaine de la production de

chaleur. Une personne a même affirmé que le bois-énergie est une question plus pertinente que l'e-SER. Ces questions sont bien sûr d'un grand intérêt d'un point de vue général concernant la meilleure stratégie pour atteindre une alimentation énergétique durable dans nos sociétés, mais ne pouvaient pas être prises en compte dans le cadre du présent travail.

Opinion publique, telle que les autorités locales la perçoivent

La plupart des personnes interviewées pensent que les citoyens sont généralement et théoriquement en faveur de l'e-SER, mais seraient beaucoup plus résistants si une installation était planifiée près de leur lieu d'habitation. Par exemple, dans un petit village d'où un projet éolien pouvait être visible, 96% des gens sont contre les éoliennes, tandis que 80% sont favorables aux centrales PV et hydro-électriques. Une personne a parlé de problème psychologique à propos de l'installation des éoliennes.

Ici il est intéressant de souligner que la réaction est similaire à celle à l'encontre des autoroutes et des centrales nucléaires. Les citoyens aiment utiliser les autoroutes et consommer de l'électricité, mais sont opposés à l'installation d'une autoroute ou d'un centre de stockage de déchets nucléaires proche de leur lieu d'habitation.

Concernant la petite hydro-électricité la résistance viendrait principalement des pêcheurs si des projets étaient planifiés.

Il y a une exception notable dans la zone de plus hautes montagnes de la région. Dans cette zone les gens sont très sensibles aux paysages et sont théoriquement résistants aux éoliennes même si elles ne sont pas encore planifiées.

Plusieurs personnes ont mis en lumière le fait que les gens n'ont pas conscience des conséquences de la consommation d'énergie.

EXPERIENCES ET PROJETS

Expériences avec des centrales d'e-SER

Dans le cadre de leur mission de fourniture d'électricité aux citoyens des municipalités, plusieurs syndicats d'énergie ont installé des systèmes PV autonomes pour l'électrification rurale. Ils sont satisfaits de ces systèmes qui répondent à la demande d'électricité de façon adéquate. Il semble que cette bonne expérience avec le PV ne conduit pas automatiquement à l'approbation des PV connectés réseau. Des problèmes de coûts de maintenance élevés pour les petites éoliennes sont aussi mentionnés.

Les syndicats d'énergie qui n'ont pas eu de propre expérience avec les systèmes autonomes d'e-SER semblent plus ouverts aux centrales d'e-SER connectées réseau. Mais je ne veux pas tirer de conclusion sur la relation de cause à effet.

Plusieurs communes ont un peu d'expérience avec du PV connecté réseau intégré aux bâtiments publics. Mais cette expérience est encore très récente. Elles semblent néanmoins satisfaites avec les toits PV connectés réseau.

Concernant les éoliennes il y a très peu d'expérience puisqu'il y a seulement 5 parcs éoliens en Rhône-Alpes. Parmi les interviewés une bonne et une mauvaise expérience ont été trouvées. Dans le premier cas une méthodologie de consultation a été réalisée, et dans le second cas il y avait probablement une inadéquation entre le territoire concerné par le projet et les autorités locales en charge de la planification.

Mais deux personnes ont exprimé leur opinion concernant le démantèlement des parcs éoliens. Ils pensent que le coût du démantèlement doit être provisionné et qu'une réglementation régionale est nécessaire pour éviter que d'anciens parcs éoliens deviennent des friches industrielles lors de la cessation de leur fonctionnement.

Stratégie énergétique et cibles concernant la production d'énergie

Tant les communes que les syndicats d'énergie n'ont pas de stratégie énergétique clairement définie. Aucune méthodologie systématique n'est appliquée. Néanmoins, les bâtiments publics ont été soumis dans la plupart des cas à une analyse de leur consommation d'énergie pour appliquer des mesures de maîtrise de l'énergie. Seulement un syndicat d'énergie a déclaré être en cours de réflexion sur une stratégie énergétique.

Bien qu'aucune stratégie énergétique soit clairement définie, la plupart des interviewés mentionnent que des mesures ponctuelles d'économies d'énergie sont prises à l'occasion de rénovations des bâtiments publics.

Les interviewés n'ont pas d'objectifs pour leur territoire, sauf la municipalité de Chambéry, qui a fixé l'objectif de 8 Wc de PV par habitant, selon l'objectif pour 2010 défini dans le Livre Blanc sur les SER en 1997.

Consommation d'électricité verte

La plupart des communes interrogées n'ont pas encore entamé leur réflexion. Il semble qu'il soit trop tôt, bien que certaines y seraient favorables.

Des syndicats d'énergie sont plus avancés et réfléchissent à un groupement d'achat. Ceux qui ont entamé leur réflexion sont réticents à payer plus pour de l'électricité verte qui circule déjà dans le réseau. Quelqu'un a argumenté que le tarif d'achat couvre déjà le coût de production de l'e-SER.

Plusieurs personnes interrogées sont dubitatives à propos des certificats verts auxquels ils reconnaissent cependant leur rôle éducatif.

Elles peuvent être prêtes à payer plus si le surcoût est investi dans de nouvelles capacités de productions, mais cette question n'est pas claire entre les parties prenantes. Il y a nécessité d'information et de débat sur ce thème.

Une minorité de syndicats d'énergie préférerait travailler sur l'aspect production que sur l'aspect consommation. Ils suggèrent d'investir eux-mêmes dans les centrales PV ou accroître la production entre tous les producteurs d'électricité.

BARRIERES ET SOUTIEN

Barrières

Deux cas ont été rencontrés :

- municipalités qui ne possèdent pas elles-mêmes d'installations d'e-SER :

Elles n'ont évidemment pas eu l'opportunité de rencontrer les barrières, c'est pourquoi elles ne mentionnent pas les procédures administratives lourdes ou les difficultés d'accès au

réseau. Mais elles sont conscientes des difficultés de financement aussi bien que des problèmes de cohérence de l'opinion publique.

- municipalités qui ont déjà eu des expériences mentionnent des subventions insuffisantes et la longueur des procédures administratives

Plusieurs communes sont convaincues que le facteur-clef dans le développement du marché est la volonté politique. La vérité des prix de l'électricité classique est citée par un syndicat d'énergie. Selon certaines personnes la conscience énergétique de l'opinion publique est un thème fondamental.

Support

Plusieurs besoins ont été identifiés :

- sensibilisation et information générale
- montrer des exemples d'installations réelles
- montrer que les solutions d'e-SER sont économiques (peut-être en prenant en compte la réduction d'émissions de CO₂) et que le coût global est avantageux
- besoin de soutien à des projets concrets (conseil sur la planification)

CONCLUSIONS

Une nécessité cruciale d'accroître la conscience générale de l'énergie

Concernant l'opinion publique, un travail énorme pour augmenter le niveau de conscience concernant la cohérence entre désir et conséquences de son propre comportement est encore à faire d'une façon efficace.

De ce point de vue, le comportement des citoyens et personnes ayant des responsabilités est similaire. Beaucoup d'interviewés sont favorables ou très favorables à l'e-SER et à la diversification des sources d'électricité mais ils sont plus réservés quand des installations réelles sont en questions.

Cette contradiction entre opinion théorique et actions concrètes semble être courante en chacun de nous. C'est pourquoi il y a beaucoup de travail à faire pour rendre chacun de nous conscient des conséquences de son comportement : qui veut consommer de l'électricité devrait aussi être prêt à accepter et supporter les avantages aussi bien que les inconvénients de l'installation de centrales.

Un besoin de soutenir et d'encourager les projets

Les élus locaux ont de bonnes intentions, mais attendent souvent le retour d'expérience d'autres endroits avant de commencer à installer des centrales PV sur leurs propres bâtiments. La plupart ne veulent pas être pionniers parce qu'ils voient trop de risques.

Il y a un besoin d'information concernant le coût du PV. Une diffusion d'exemples de coût global actualisé de centrales réelles serait pertinente.